



**Sortie du livre DVD Le dos au mur,**  
05/06/2007  
Histoire d'un film, mémoire d'une lutte.  
Documentaire de Jean-Pierre Thorn sur la  
grève et l'occupation de l'usine Alsthom à  
Saint-Ouen en 1979.  
Livre de Tanguy Perron.

[Archives <](#)

## Patrimoine et cinéma

[Accueil](#) [Activites](#)

### Activités > Bidonvilles, images et représentations

[< Retour](#)

#### Bidonvilles

#### > Article: Bidonvilles en Seine-Saint-Denis, images et représentations

### Bidonvilles en Seine-Saint-Denis, images et représentations<sup>1</sup>

Article de Tanguy Perron et Benoit Pouvreau

Si les bidonvilles ont une histoire, quasiment sans trace dans le paysage urbain, ce terme si explicite a également un passé riche d'enseignements sur la perception du phénomène et ses traitements politiques. Né en « Afrique du Nord » dans un contexte colonial où se mêlaient déséquilibre et explosion démographiques, exode vers les villes, croissance urbaine anarchique et injustices sociales, le terme de bidonville fut importé vers la métropole du temps des guerres coloniales (principalement la guerre d'Algérie) et il triompha lors de la dernière décennie des "Trente glorieuses", alors que l'immigration vers la France était encore massive et organisée. Il charria ainsi avec lui des représentations stéréotypées et parfois fantasmes et phobies. Pour étudier des réalités aujourd'hui disparues (dans leur unicité), les images et représentations des bidonvilles sont d'autant plus indispensables qu'elles éclairent des choix politiques qu'elles ont souvent contribué à modifier. Après l'origine du mot et l'étude des images et représentations des bidonvilles, un troisième paramètre nous paraît fort utile pour appréhender ce phénomène : le cadre territorial, en l'occurrence départemental. Le département semble, en effet, la bonne échelle pour dépasser la monographie de site et ainsi mieux saisir une réalité complexe et mouvante : c'est à partir de la première décentralisation en juillet 1964 et de la création de la région Île-de-France, que les préfets eurent la charge d'éradiquer un phénomène qui faisait scandale (et ils eurent parfois recours au travail photographique). La démographie (l'extrême densité des bidonvilles de Nanterre et de Champigny-sur-Marne), l'histoire (celle de la guerre d'Algérie en premier lieu) et l'historiographie (les travaux pionniers de Marie-Christine Volovitch-Tavarès, Eliane Dupuy et Abdelmalek Sayad) ont focalisé les regards sur les bidonvilles de Nanterre et de Champigny-sur-Marne mais le semis ou réseau de bidonvilles qui ont parsemé la Seine-Saint-Denis permettent d'observer une réalité complexe, longtemps enfouie puis un temps surexposée<sup>2</sup>. La Seine-Saint-Denis, par la diversité et les spécificités de ses bidonvilles et la richesse de l'iconographie qui s'y rattache, constitue un objet d'étude à part entière.

#### 1. Zone, taudis et bidonvilles (1940-1954)

##### De l'usage des mots

En Afrique du Nord, le mot « bidonville » apparaît dès la fin des années trente et se diffuse au cours des années quarante. Une première occurrence peut être relevée dans un film du PCF, Maurice Thorez en Algérie (1939) : le vocabulaire politique s'empare alors d'une réalité émergente pour mieux la stigmatiser<sup>3</sup>. Certains architectes et urbanistes entament une réflexion sur le sujet<sup>4</sup>. Dans les faits, la lutte contre les bidonvilles algériens se limitera à l'éradication brutale et inefficace, sans contrepartie de « recasement des indigènes ». Le mot de « bidonville » met plus de temps à s'imposer en métropole, car il est associé à la situation nord-africaine et ne peut, de ce fait, se confondre avec le mal-logement ouvrier, une constante, notamment dans le nord-est parisien, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Nombre de baraques et logements précaires se situent encore au sein de la "zone", espace non-œdificandi séparant Paris de la banlieue, jouxtant "les fortifs". La zone est alors fréquentée par un sous-prolétariat ou un prolétariat pauvre, majoritairement parisien. Cependant, outre cette population, l'habitat précaire en banlieue concerne aussi et déjà les travailleurs étrangers. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle des Espagnols commencent à s'installer au Cornillon à Saint-Denis, à la limite d'Aubervilliers, une ville où existe déjà, près de Pantin cette fois, une « petite Prusse » constituée d'Alsaciens-Lorrains<sup>6</sup>. A Saint-Ouen, au Blanc-Mesnil ou à Drancy naissent des quartiers espagnols baptisés quartier « nègre », « chive » ou « chinois ». La terminologie employée comme la réalité de l'habitat pouvait ainsi préparer une partie de l'opinion à envisager cette réalité sociale et urbaine sous le registre d'une double exclusion.

Des Italiens, des Polonais, des Portugais sont également présents dans la banlieue du nord-est parisien mais ne créent pas des quartiers avec une identité aussi marquée. De même, les Nord-Africains, essentiellement des Kabyles vivant et travaillant à Saint-Ouen, Saint-Denis et Aubervilliers, souvent célibataires, se logent dans les hôtels meublés<sup>7</sup>. Pour toutes ces populations de travailleurs immigrés, y compris les Français musulmans d'Algérie, la zone constitue également un abri plus ou moins durable accueillant aussi les Tsiganes ou Roms venus du sud-est de l'Europe. Il y a donc, en banlieue nord-est, juxtapositions de populations diverses et d'habitats pauvres, de longue date, avant que les évolutions démographiques et urbaines, ainsi qu'une certaine médiatisation opérant dans un contexte politique précis, n'imposent le terme de « bidonville ».

##### Aubervilliers, images du peuple

Jusque dans les années 1945, le paysage du logement précaire en banlieue est donc peu modifié, « les ruines de la guerre ne faisant que s'ajouter aux simples ruines de la misère », pour paraphraser le commentaire de Jacques Prévert

dans Aubervilliers d'Eli Lotar qui par deux fois, en début et en fin de film, insiste sur cette banale continuité<sup>8</sup>. Ainsi, après les destructions causées par le bombardement du 2 août 1944, les baraques du Franc-Moisin situées au bord du canal à Saint-Denis, sont « reconstruites » les dimanches et jours de fêtes<sup>9</sup>. Certes la loi du 11 octobre 1940 a permis au gouvernement de Vichy de chasser les habitants de la zone repoussés plus loin<sup>10</sup>. En ce début d'après-guerre, la réalité du mal-logement est dénommée par le vocabulaire populaire (zone, taudis, baraques... voir « village nègre ») ou administratif (habitat insalubre ou défectueux), et par des images qui contribuent à ancrer un type de représentation.

Quand Henri-Cartier Bresson photographie à Aubervilliers, en 1932, un enfant largement "casquette" adossé à des planches, sur fond de baraques en bois (avec rideaux), il n'efface pas toute trace de pittoresque, nous renvoyant ainsi des références extérieures (Poulbot triste ou mauvais garçon ou encore The Kid (1921) de Charlie Chaplin)<sup>11</sup>. C'est que la zone et les taudis ont leurs images et leur imagerie. En 1928, dans un documentaire consacré à La zone, Georges Lacombe mêle ainsi description documentaire, presque didactique, et recherche du pittoresque. Dans un décor de baraques en ruine et de paysage industriel (avec des lambeaux de campagne), se presse un peuple de travailleurs, des chiffonniers, de badauds et de personnages "typiques" (gitane amoureuse et portrait en pied de La Goulue déchue). Le réalisateur allemand réfugié en France, Victor Trivas, avec Dans les rues (1933) recrée l'ambiance de la zone lieu de rédemption pour son héros un moment fourvoyé, espace d'une liberté nouvelle.

Au sein du réalisme poétique comme de la photographie humaniste on retrouve ce même amour du "petit peuple", dominé par les habitants des quartiers populaires parisiens, avec leurs cours, escaliers et bistrotts. Né en 1910 à Paris, Willy Ronis ne franchit le boulevard de Belleville qu'en 1947 et les images des enfants d'Aubervilliers qu'il capte en 1950 se mêlent joyeusement à celles des petits parisiens des classes populaires. De même, si Robert Doisneau prend quelques clichés de Saint-Denis en 1944, c'est plusieurs décennies plus tard qu'il ausculte la topographie nouvelle de la banlieue. L'environnement et l'univers des gitans est également difficilement abordable en dehors de tout un système de représentations déjà fixées. Ainsi, les images des gitans du bidonville de Montreuil réalisées par Henri Cartier-Bresson en 1952-1953 ne semblent pas pouvoir dépasser complètement certains stéréotypes. "Poésie de la zone", "images du petit peuple éternel" et folklore tzigane ont beaucoup dominé les représentations du mal-logement ouvrier en région parisienne, ce qui a longtemps empêché de révéler l'ampleur des misères réelles ainsi que leurs évolutions.

En regard, le film d'Eli Lotar et Jacques Prévert, Aubervilliers (1946, 34 min), apparaît bien comme une rupture dans l'histoire des représentations du logement précaire. En fait, ce court-métrage s'inscrit dans la tradition du documentaire de création se fixant, entre autres, pour tâche de révéler et dénoncer certains aspects occultés de la société, la misère sociale en particulier.<sup>12</sup>

Les deux auteurs insistent à plusieurs reprises sur les origines prolétaires et ouvrières de ce petit peuple de la misère. La part du travail et du labeur est constamment présente au texte et à l'image (Aubervilliers contient ainsi une évocation de conditions de travail épouvantables dans l'usine Saint-Gobain de la commune). Chaque adulte est ainsi présentée selon son métier. Le premier nommé est symptomatiquement un travailleur immigré portugais, José Pereira, « maçon tombé du toit, plus d'une fois qu'à son tour ». La seconde caractéristique originale de ce documentaire (au-delà donc de l'image récurrente, et sans doute plus convenue, de l'enfance malheureuse) est aussi l'extrême attention portée à l'habitat, y compris dans son rapport à la propriété. Aubervilliers, qui s'inscrit donc dans la continuité du documentaire politique sans être militant, rompt ainsi avec les représentations en définitive rassurantes du mal-logement ouvrier, que celles-ci soient portées par des regards extérieurs, à la recherche de visions exotiques, ou par des regards plus proches du mouvement ouvrier, souvent enclins à l'optimisme et à la propagande. Le terme de bidonvilles n'y apparaît pas, mais émerge déjà à l'image, entre autres, une réalité qui caractérisera en partie ces derniers : se dressent, en effet, sur des terrains non aménagés, à la propriété hasardeuse, des baraques de bois et de tôle ainsi que des caravanes immobilisées<sup>13</sup>. Cette vision à contre-courant, s'il elle marque l'histoire du documentaire et sera par la suite imitée et réintégré dans l'histoire de la ville, était au sortir de la guerre quasiment irrecevable pour l'opinion<sup>14</sup>. Il faudra d'autres médiations pour rendre visible le mal-logement ouvrier.

#### **La crise du logement de l'après-guerre**

En revanche, les pouvoirs publics prennent la dimension du phénomène. L'urbaniste Robert Auzelle constitue la doctrine du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (MRU) en développant une série d'enquêtes dont il fait un premier bilan en 1949 dans son étude Recherche sur l'habitat défectueux. Faute de pouvoir financer un recensement national des îlots insalubres, le MRU lance deux campagnes d'études en 1950 et 1952 et initie également un film au titre explicite, Habitat défectueux (N&B, 17 mn, 1950)<sup>15</sup>. Ces enquêtes donnent aussi lieu à des campagnes photographiques au regard quasi-clinique et à la terminologie précise : « extérieurs », « intérieurs de logements (parties communes et appartements) », notamment pour celle de Pantin réalisée en 1953<sup>16</sup>. Dans une étude sur les besoins en logement de la France, parue en février 1953, le nombre de taudis à démolir, défini grâce aux enquêtes précédentes, est estimé à 350 000 en zone urbaine et à 300 000 en zone rurale.

C'est lors de la première opération de rénovation urbaine du MRU, à Pantin en 1950, que le mot « bidonville » fait son apparition à l'assemblée nationale pour désigner de l'habitat dégradé<sup>17</sup>. En définitive, force est de constater que le logement précaire n'est perçu que comme une conséquence transitoire d'une crise du logement dont l'ampleur est, par ailleurs, largement sous-estimée.

Ce sont en fait la presse et la radio qui vont accélérer une prise de conscience quant au mal-logement, participant de la sorte à un changement de ligne politique. En janvier 1950, l'abbé Pierre critique la politique gouvernementale en matière de logement et réclame des mesures d'urgence. Le ministre Claudius-Petit lui répond alors qu'il ne veut surtout pas créer des « taudis neufs ». Député MRP, l'abbé Pierre s'est installé à Neuilly-Plaisance où il recueille des sans-logis à partir 1947 et où il fonde, en 1949, les Compagnons d'Emmaüs. Non réélu au Parlement en 1951, l'abbé décide de mobiliser le gouvernement et l'opinion publique par d'autres biais que l'unique voie parlementaire.

#### **Hiver 1954**

En plein hiver, le premier février 1954, l'abbé Pierre lance ainsi un appel retentissant à l'antenne de Radio-Luxembourg et déclenche alors ce qui fut appelé « l'insurrection de la bonté ». L'ampleur de la crise du logement est enfin perçue par le gouvernement qui met sur pied un important programme de construction, prévoyant notamment des cités d'urgence.

La classe politique ne peut désormais plus nier l'évidence : la crise du logement a atteint un niveau sans précédent en France et le phénomène s'est récemment accéléré, de manière apparemment paradoxale, avec la reprise économique. Cette embellie économique se nourrit en partie de la main d'œuvre nouvelle que constituent les travailleurs algériens. Depuis 1945, le ministère de l'Intérieur s'efforce d'encadrer ces « Français musulmans d'Algérie » travaillant en France métropolitaine. En janvier 1951, pour le Centre national d'amélioration de l'habitat, G. Pilliet alerte le MRU en envoyant une étude confidentielle sur les "garnis" et le logement des immigrés<sup>18</sup>. En 1953, une enquête dépêchée par le ministère de l'Intérieur révèle que la population algérienne a doublé depuis 1949 : ils sont alors 240 000, dont 5 000 femmes et 15 000 enfants. Le recensement national de 1954 va confirmer cette tendance. Au plan national, les travailleurs algériens sont désormais en quatrième position et dans le département de la Seine, ils constituent la première population « immigrée », devant les Italiens et les Espagnols<sup>19</sup>. Bien qu'inauguré avec faste, le 27 avril 1954, en présence du ministre de l'Intérieur, du vice-président de l'Assemblée nationale et du préfet départemental de l'Algérie, le foyer nord-africain rue Jean-Pierre-Timbaud à La Courneuve, ne témoigne en rien d'une politique ambitieuse et concertée<sup>20</sup>. L'hébergement des travailleurs

célibataires est notoirement insuffisant et à bien des égards rétrograde. Les Algériens se dirigent majoritairement vers les hôtels meublés et les quartiers pauvres situés à proximité de leur lieu de travail : pour une bonne part, là où les étrangers se sont installés avant-guerre. De ces hôtels sur-occupés naîtront, comme à Nanterre, par extensions et débordement, de nombreux bidonvilles et micro-bidonvilles.

### **Guerre d'Algérie et bidonvilles**

Cependant, avec le début des « troubles » en Algérie et notamment la « Toussaint rouge », le 1er novembre 1954, le ministère de l'Intérieur se mobilise véritablement. Il s'intéresse dès lors de très près à la population algérienne vivant en France et se tourne vers ses fonctionnaires ayant "une bonne connaissance" de l'Algérie<sup>21</sup>. Ces derniers vont largement contribuer à la diffusion du mot « bidonville », jusqu'alors majoritairement "cantonné" de l'autre côté de la Méditerranée. Au début de la guerre d'Algérie, la réalité urbaine et le contexte politique imposent progressivement l'expression « bidonville », ainsi qu'une certaine manière de les représenter et de les appréhender.

## **2. Croissance des bidonvilles et décolonisation (1954-1964)**

### **Noisy-le-Grand : du camp au bidonville**

La mobilisation médiatisée de l'hiver 1954 d'une part, et les débuts de la guerre d'Algérie d'autre part, apportent une visibilité nouvelle aux problèmes du mal-logement et des bidonvilles, et incitent l'Etat à s'investir plus fortement dans une politique de logement. Le ministère de la Reconstruction et du Logement met en chantier des cités d'urgence dans toute la région parisienne. Une première cité d'urgence doit s'édifier au plus près du « quartier nègre » de Drancy dès juin 1954<sup>22</sup>. Toutefois, localement, ces cités sont parfois mal accueillies. Ainsi, le Conseil municipal de Pantin, s'appuyant peut-être sur le précédent de Drancy, associe nettement cité d'urgence et bidonville, en utilisant explicitement ce mot<sup>23</sup>. De son côté, l'abbé Pierre achète grâce aux fonds recueillis un vaste terrain à Noisy-le-Grand, très proche de Champs-sur-Marne, où il souhaite accueillir tout les mal-logés, majoritairement français, qui ont convergé vers le site de Neuilly-Plaisance, désormais submergé, tout comme les sites des Portes de Vanves et d'Orléans. Toujours dans une logique d'urgence, et bien qu'il ait fondé une société anonyme d'HLM « Emmaüs », l'abbé Pierre fait installer des tentes pour les accueillir. Ce terrain, dénommé « Château de France », en réalité une ancienne carrière, compte en quelques mois près de 2000 habitants. « En novembre 1954, avec l'aide financière de Charlie Chaplin et des Chocolateries de France, sont construits des abris en dur, les fameux « igloos » en fibrociment »<sup>24</sup>. Le camp de Noisy-le-Grand devient bientôt l'objet de visites touristiques et des cartes postales sont même éditées, alors que des films amateurs suivent les premiers pas de la cité<sup>25</sup>. L'abbé Pierre tire les enseignements de la mobilisation du printemps et privilégie dès lors l'image pour poursuivre son combat. Il apporte ainsi son concours au film de Robert Darène, une adaptation du roman de Boris Simon tournée à l'automne 1954. Sorti à Paris le 23 février 1955, *Les chiffonniers d'Emmaüs* bénéficie d'une adaptation de René Barjavel et d'une musique de Joseph Kosma, déjà auteur de la partition d'Aubervilliers. Mais, loin de la froide colère de Jacques Prévert, *Les chiffonniers d'Emmaüs* raconte de façon romancée l'histoire de la fondation des Compagnons par l'abbé Pierre<sup>26</sup>. Médiatisé quasiment dès sa création le « camp de Noisy », désormais appelé bidonville de Noisy-le-Grand ou « château de France », continue d'être privilégié pour illustrer la crise du logement (notamment à travers un film homonyme de Jean Dewever qui reçoit le prix Louis Lumière en 1956)<sup>27</sup>. Enfin, dans la presse, le journal féminin *Elle* consacre un article au bidonville dans son numéro du 31 décembre 1959 et suscite la générosité de ses lectrices pour équiper la lingerie du camp.

L'arrivée en juillet 1956 et l'installation pour une très longue période du père Joseph Wresinski - qui découvre le camp dans un état lamentable - va renforcer une autre politique de l'image, moins connue. Son action destinée à restituer une dignité aux plus pauvres (qui reçoit entre autres le soutien de Geneviève Anthoinoz de Gaulle) va s'appuyer sur la réalisation de portraits et d'enquêtes photographiques qui n'ont pas pour vocation à être diffusés auprès du public. L'utilité de ces photos est en fait double : redonner une identité à la population du bidonville et mieux la connaître. Ce travail photographique et des enquêtes précises donneront naissance à des recherches scientifiques<sup>28</sup>.

### **Les bidonvilles, une "question algérienne" en banlieue**

Cependant l'actualité de la crise du logement cède bientôt le pas devant l'ampleur et la gravité des « événements » d'Algérie. Depuis, la « journée des tomates » à Alger, le 6 février 1956, Guy Mollet a très nettement durci sa politique algérienne. C'est dans ce contexte que le gouvernement crée durant l'été 1956, la Société nationale de construction pour les travailleurs algériens (Sonacotral). Cette « société d'économie mixte [a] pour objet le financement, la construction, l'aménagement de locaux d'habitation destinés aux Français musulmans originaires d'Algérie venus travailler en métropole et à leurs familles ». A bien des égards, la Sonacotral est surtout l'aboutissement de la montée en puissance du ministère de l'Intérieur dans l'encadrement de la population des Français musulmans d'Algérie. Elle tente cependant d'allier politique intérieure et politique sociale<sup>29</sup>. Désormais, la guerre d'Algérie surdétermine le problème du logement et celui des bidonvilles, alors étroitement liés.

A l'automne 1957, *France-Soir* entend sans doute marquer l'opinion publique en titrant en première page : « Une ceinture de bidonvilles entoure Paris », dans son édition du 29 octobre<sup>30</sup>. En page quatre, le quotidien publie une première carte des bidonvilles et un article à sensation associant complaisamment la « ceinture » de bidonvilles aux Nord-Africains de métropole et à l'actualité des « événements » d'Algérie en région parisienne. La carte sommaire que publie *France-Soir* distingue les bidonvilles des centres d'hébergement et signale la « forte densité nord-africaine ». Elle est ainsi légendée : « La banlieue parisienne avait ses pavillons. Elle a ses bidonvilles. De Nanterre à Argenteuil, en passant par Colombes ou Gennevilliers, se multiplient ces « villes sans maison » des Nord-Africains, ces tas de petits baraquements fabriqués avec des planches vermoulues, des morceaux de ferraille trouvés dans une décharge ou volés dans un chantier, de vieilles carcasses de voitures abandonnées, des cageots et des caisses ». Dans le corps de l'article, *France-Soir* souligne plus posément l'importance du phénomène et l'insuffisance criante de foyers d'hébergement. Néanmoins cet article va contribuer à renforcer la légende noire de la banlieue rouge, plus que jamais suspectée d'être la "tanière" des « classes dangereuses », arabes de surcroît.

Par contre, l'article passe sous silence la relance depuis les années 1955 / 1956 de l'immigration économique d'Espagnols et de Portugais, fortement souhaitée par Franco et Salazar et soutenue par les gouvernements français successifs. Concrètement, à Saint-Denis, La Courneuve, Aubervilliers ou encore Montreuil, ce sont tout autant des Espagnols, des Portugais que des Nord-Africains qui se détournent des hôtels meublés surpeuplés pour s'installer dans les « quartiers nègres ou chinois » qui s'affirment bientôt comme de véritables bidonvilles. A Saint-Denis, ce sont les sites à l'origine surtout espagnols du chemin du Cornillon, de la rue du Landy, du Franc-Moisin et le numéro 10 et surtout le 73 du Chemin de Marville qui accueillent ces nouveaux arrivants toujours plus nombreux. A Aubervilliers, c'est le site du chemin du halage du canal de Saint-Denis, adossé à la zone industrielle de La Plaine-Saint-Denis, qui s'impose comme un bidonville majeur<sup>31</sup>. A La Courneuve, le camp des Gitans andalous et des Tsiganes installé près du Vieux chemin de Stains intègre bientôt les premiers travailleurs espagnols puis nord-africains, comme le raconte dans le détail le témoignage de Ricardo Diez, *Un homme de Castilla*<sup>32</sup>.

### **Deux regards singuliers**

Autre témoignage sur la misère du logement, le film d'Edouard Luntz réalisé en 1959 dans les quartiers insalubres et le bidonville du Cornillon à Saint-Denis / Aubervilliers, *...Enfants des courants d'air*<sup>33</sup>. S'il s'agit d'une œuvre de fiction, sa part documentaire est aussi grande que dans le film de Lotar et Prévart (qui a également recouru à quelques re-créations). Le choix du cinéaste est d'impliquer le spectateur en le faisant vivre la journée presque ordinaire d'un enfant des bidonvilles qui s'achève devant la porte d'un hôpital parisien, après avoir joué et erré sur la zone et au sein du bidonville, au contact des populations espagnoles et arabes<sup>34</sup>. Si *...Enfants des courants d'air*, sans voix off et quasiment sans dialogue, ne prend pas le ton du réquisitoire implacable d'*Aubervilliers*, il plonge néanmoins le spectateur dans une réalité montrée sans fard ni romanesque, en mettant en scène l'abandon d'un enfant des bidonvilles. Produit par Henri Diamant-Berger et récompensé par le prix Jean Vigo en 1960 (et sélectionné pour le festival de Cannes), ce film est aussi, en quelques sorte, un acte d'accusation. Myriam Tsikounas a d'ailleurs révélé qu'il exista un temps deux versions du film, une fin un peu plus positive ayant été imposée en conclusion par le truchement du montage, sans l'accord de l'auteur<sup>35</sup>. Plus radical, presque à l'opposé d'une démarche en définitive humaniste (plaçant en son centre la figure de l'enfant), le regard froid et révolté de Maurice Pialat décrit cliniquement la banlieue de la fin des années cinquante et du début des années 1960 (*L'amour existe*, N&B, 19 min, 1961). Dans *L'Amour existe*, à l'ennui pavillonnaire, à la concentration des grands ensembles, s'ajoute la sordide réalité des bidonvilles (ici, celui de Nanterre, en proie à un incendie). Aux yeux de l'artiste, lui-même jeune transplanté de la province rurale à Montreuil, les bidonvilles constituent l'une des faces sombres de la non vie des agglomérations nouvelles.

#### ***La fin de la guerre d'Algérie n'est pas la fin des bidonvilles***

La réalité des bidonvilles commence à devenir insupportable pour le gouvernement alors que s'amorce la fin de la guerre d'Algérie, dans un accroissement de violence. Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole (FAS), créée par l'ordonnance du 29 décembre 1958, a notamment pour priorité « d'arracher la main d'œuvre d'origine algérienne à la misère des bidonvilles ». Le gouvernement lui confie officiellement cette mission le 6 mars 1959, un plan général d'action étant arrêté en mai 1959. Pour Michel Massenet, nommé à la tête du FAS, et comme pour le gouvernement, la Sonacotral doit constituer leur « bras armé » dans cette volonté de liquider le problème des bidonvilles avant la fin de l'année 1961<sup>36</sup>.

Malgré le nombre non négligeable de foyers mis en chantier et le soutien gouvernemental, les difficultés de la Sonacotral sont nombreuses, la tâche complexe et multiforme et les moyens toujours insuffisants. « Démolir les garnis et les bidonvilles devient vite une nécessité, car les départs spontanés vers les foyers-hôtels sont rares »<sup>37</sup>. En dépit de leurs tarifs prohibitifs et de leur insalubrité, bidonvilles, garnis, cafés et autres hôtels meublés restent le mode de logement dominant. Communautaire, cet habitat "de fortune" maintient les liens avec l'Algérie ; célibataires et familles s'y mêlent, enfin, la solidarité y règne souvent malgré les violences auxquelles s'y livrent le FLN et le MNA.

Si le gouvernement a nettement affirmé sa volonté d'éradiquer les bidonvilles, la législation dans ce domaine est absente et seule la rénovation urbaine a fait, fin décembre 1958, l'objet d'une réglementation. Par ailleurs, pour le logement des familles algériennes, la Sonacotral n'a pu que vérifier le manque de solidarité du mouvement HLM, explicable par la crise du logement qui sévit. L'année 1961, marquée par la montée des attentats du FLN et de l'OAS en métropole, complique la tâche de la Sonacotral ainsi que ses relations avec le ministère de l'Intérieur. Le ministre, Roger Frey, et le préfet de Police, Maurice Papon, mènent une lutte acharnée contre la fédération FLN de France. La terrible répression de la manifestation du 17 octobre 1961 tend à l'extrême les rapports entre le FAS et la Sonacotral d'une part et le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Police, d'autre part. Dans ce contexte de fin de guerre, l'objectif que s'était fixé le gouvernement trois ans plus tôt de résorber les bidonvilles avant 1961 est inatteignable.

#### ***A La Courneuve, croissance « du bidonville des bidonvilles »***

De fait, on assiste parfois à des déplacements plus qu'à des éradications. C'est ainsi que va se constituer l'un des plus importants bidonvilles de Seine-Saint-Denis, la Campa. A Saint-Denis, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est propriétaire du terrain où s'est développé le bidonville du 73 Chemin de Marville. Afin de permettre la construction d'un grand ensemble, la CDC expulse les habitants mais achète en août 1961 un terrain tout proche du bidonville, de l'autre côté du Vieux chemin de Stains, à La Courneuve, pour les « reloger »<sup>38</sup>. Dès lors, le bidonville de La Campa, lui-même situé sur des terrains appartenant au Conseil général de la Seine, va connaître une très forte croissance et devenir « le bidonville des bidonvilles de la région parisienne ». Cette réputation qui va aller grandissant incite le père Joseph Wresinski à créer, en septembre 1961, la première « antenne » de l'association ATD hors de Noisy-le-Grand. Une équipe de « travailleuses aux relations humaines » s'installe à demeure dans des caravanes pour appliquer les enseignements des actions menées par ATD à Château de France à Noisy-le-Grand, mais cette fois auprès d'une population majoritairement étrangère<sup>39</sup>.

Le 2 juillet 1962, l'indépendance algérienne est proclamée<sup>40</sup>. Celle-ci a des conséquences très concrètes sur la politique de lutte contre les bidonvilles puisque l'indépendance met en cause la fonction première de la Sonacotral et du FAS. Ce premier organisme perd sa vocation exclusive quant à l'accueil des travailleurs algériens et voit ainsi sa dénomination légèrement modifiée<sup>41</sup>. Le Fonds d'action sociale est, lui aussi, adapté au cours de l'année 1964 à la nouvelle situation. Cependant, les difficultés restent très nombreuses et le nombre de réalisations de la Sonacotra subit un net infléchissement. Par ailleurs, à une immigration algérienne maintenue s'ajoute une immigration des ex-colonies d'Afrique occidentale et équatoriale. Enfin, l'immigration européenne croît également : les Portugais fuient massivement la dictature de Salazar et ses guerres coloniales, et l'émigration espagnole prend de nouveau de l'ampleur.

### **3. De la compassion à la contestation : éradication étatique et radicalisation politique (1964-1974)**

#### ***L'année 1964, première médiatisation***

La croissance des bidonvilles, l'inefficacité des mesures face à l'ampleur du problème, le dévouement de militants (notamment de « Aide à toute détresse »), le stoïcisme des habitants, provoquent un intérêt grandissant de la presse à partir de 1963, avec une accélération manifeste en 1964. Ainsi, *Le Monde*, *L'Express*, *La Croix*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *La Vie Ouvrière* mais aussi la presse locale publient une série d'articles qui alertent l'opinion publique et poussent la classe politique à réagir<sup>42</sup>. En plus de colonnes sur le passage clandestin de la frontière française par de très nombreux Portugais, se développent des reportages et enquêtes photographiques sur les bidonvilles, alors qu'émergent de nouvelles tendances au sein de la photographie française. *La Vie Ouvrière*, le journal d'information de la CGT, consacre sa une (couleur) avec ce titre « bidonvilles en France : les immigrés » et six pages à ce sujet. L'hebdomadaire se situe alors dans la tradition du journal *Regards* qui, en assignant à la photo une fonction de révélation et non simplement d'illustration, a participé à la création en France du reportage photographique<sup>43</sup>.

Suite à la croissance sans précédent des bidonvilles et son écho médiatique persistant, la proposition de loi portée par Michel Debré quant à leur résorption est bien accueillie à l'Assemblée nationale. Discutée à partir de l'été 1964, la loi est finalement adoptée le 14 décembre. Cette nouvelle législation, dite « loi Debré », est censée pallier les difficultés que rencontre l'action de l'Etat en matière de lutte contre les bidonvilles en instituant une procédure exceptionnelle

d'expropriation pour parvenir rapidement à la mise en état d'utilisation des terrains sur lesquels sont implantés des bidonvilles.

Cependant, la région parisienne et son aménagement vont très rapidement générer un développement d'infrastructures appelant une forte main d'œuvre immigrée, souvent logée dans une grande promiscuité dans des "baraquements de chantiers" aux prix prohibitifs, s'apparentant parfois à des micro-bidonvilles<sup>44</sup>.

Les arrivées massives de travailleurs portugais, majoritairement clandestins, sont de plus l'objet d'un débat politique, à la fois national et local, et la presse communiste dénonce les accords entre le gouvernement français et la dictature portugaise, entre autre pour le profit du patronat<sup>45</sup>. En même temps, de nouveaux immigrants algériens, marocains, et, fait récent, yougoslaves réactivent les bidonvilles existants - l'antenne ATD de La Campa enregistre ainsi l'arrivée de plus de 200 Algériens entre avril 1963 et avril 1964 - soit génèrent de nouveaux bidonvilles<sup>46</sup>. Ainsi, des Yougoslaves s'installent à la Redoute de la Boissière, ancienne infrastructure militaire, à Rosny-sous-Bois. De même, le fort de Villiers, sur la commune de Noisy-le-Grand, va constituer un nouveau bidonville au cours des années soixante<sup>47</sup>.

Plutôt que d'augmenter la subvention de l'État à la Sonacotra, principal opérateur de la résorption des bidonvilles, la loi Debré finance ses 10 000 nouveaux lits pour les travailleurs étrangers sur le Budget. Ne répondant qu'imparfaitement au problème, la loi se révèle rapidement peu efficace, alors que l'intérêt médiatique pour le phénomène des bidonvilles ne semble pas décroître<sup>48</sup>. France-Soir, une nouvelle fois, publie « un grand reportage de Maurice Josco dans les îlots d'enfer de la ville lumière », une série de 12 articles, entre le 22 octobre et le 11 novembre 1965<sup>49</sup>. Le quotidien de la vie des habitants des bidonvilles est décrit avec minutie, souvent dans un style compassionnel. Il insiste sur l'inondation du bidonville de La Campa et les incendies et le dévouement des militants d'ATD, alors que son journal dénonce dans un encart le manque de solidarité ou d'humanisme de la municipalité (communiste) de La Courneuve<sup>50</sup>. La presse d'extrême droite, elle, (Rivarol) n'hésite pas à introduire un racisme anti-algérien dans sa description des bidonvilles<sup>51</sup>.

#### **Affichage statistique et politique de résorption**

Le 31 décembre 1965, dans une relative discrétion, le ministère de l'Intérieur publie les chiffres de son recensement des bidonvilles sur le territoire métropolitain. En province, 136 bidonvilles sont recensés, groupant 4345 familles (19 575 personnes) et 8944 célibataires. En région parisienne, l'Intérieur dénombre 119 bidonvilles, groupant 4096 familles (20 009 personnes) et 26 818 célibataires, soit environ 75 000 personnes vivant en bidonvilles dans l'ensemble du pays. Pour ce recensement, le ministère de l'Intérieur a adopté la définition suivante : « ensemble de constructions légères édifiées avec des matériaux de fortune sur un terrain non aménagé, clôturé ou non ». Edulcorés, ces chiffres ne prennent que partiellement en compte le Val-d'Oise, l'Essonne et les Yvelines et pas la Seine-et-Marne. Selon de nombreux observateurs, ce recensement, effectué au cours de l'été (période de retour au pays), est largement sous-évalué<sup>52</sup>. Ce n'est que le début d'une histoire de production statistique par laquelle le gouvernement s'applique à mesurer les effets de sa politique.

Il faut toutefois attendre la publication des premiers chiffres et le remaniement ministériel du 5 janvier 1966, après les élections présidentielles, pour que la volonté gouvernementale s'exprime enfin. La création du ministère de l'Équipement par Edgar Pisani, doublé d'un secrétariat au Logement, attribué à Roland Nungesser, vont fortement contribuer à ce changement. Pour intensifier son effort dans la lutte contre les bidonvilles, le gouvernement complète et modifie la loi Debré par la loi du 12 juillet 1966. Cette loi lance un programme triennal de 15 000 logements confié au secrétaire d'État au Logement. Au cours de l'année 1966, le secrétariat d'État au Logement fait paraître ses propres chiffres, estimant à 140 000 individus la population vivant en bidonvilles, environ 50 000 en région parisienne, 20 000 en province et 70 000 dans les DOM. Un premier recensement à l'échelle départementale permet enfin de déterminer qu'en Seine-Saint-Denis 8868 personnes vivent en bidonvilles et ce, pour les 9/10ème, dans les quatre grands bidonvilles de Saint-Denis, Aubervilliers, La Courneuve et Noisy-le-Grand. Grâce à l'appui renouvelé d'Edgar Pisani, l'action de la Sonacotra en matière de résorption des bidonvilles est relancée. Pour autant, la procédure d'une telle opération reste complexe tant dans le montage financier que pour le relogement des habitants.

Cependant, au cours de l'année 1967, en Seine-Saint-Denis et dans l'ensemble de la région parisienne, la croissance des bidonvilles s'amplifie alors même que les résorptions, partielles certes, se multiplient. La résorption du « quartier Chave » et de la cité d'urgence, progressivement « bidonvillisée », de Drancy s'achève définitivement au cours de l'année 1967. La cité d'urgence de Drancy n'est pas la seule à connaître ce phénomène : à Pantin, à Stains, à Pavillon-sous-Bois notamment, la démolition des cités s'impose bientôt vu leur état de dégradation qui fait d'elles autant de nouveaux micro-bidonvilles. L'insuffisance des offres de relogement et l'éradication de certains bidonvilles génèrent des transferts de Nanterre, Champigny-sur-Marne ou Drancy vers Saint-Denis, La Courneuve ou Aubervilliers. Le Franc-Moisin s'impose progressivement comme le site principal de l'immigration portugaise, détournée de Champigny-sur-Marne, tandis que les Algériens de Nanterre se tournent vers la Campa ou les micro-bidonvilles qui naissent notamment à Saint-Ouen. Par ailleurs, le logement en habitat insalubre est fortement relancé par l'offensive effective contre les bidonvilles qui diminue d'autant « l'offre » alors que l'afflux de travailleurs, particulièrement des célibataires, ne faiblit pas. Aux Yougoslaves s'ajoute, en effet, un nombre important d'Africains venant du Sénégal, de Mauritanie, du Mali.

#### **Un scandale de plus en plus médiatisé**

De mieux en mieux organisés, de plus en plus efficacement soutenus par les militants d'ATD, de l'ASTI (association de solidarité avec les travailleurs immigrés) les « bidonvillois » sont désormais aussi mieux perçus par les municipalités qui s'attachent à « humaniser les bidonvilles ». Scolarisation et transport gratuit, restauration et départs en colonie de vacances, cours d'alphabétisation, installation de boîtes aux lettres et ramassage des ordures, sont autant de tâches pris en charge par les municipalités, souvent tiraillées entre leur devoir de solidarité et les inquiétudes de certains riverains<sup>53</sup>. D'autre part, un travail de structuration et de solidarité politique et syndicale commence à porter ses fruits, notamment au sein de l'immigration portugaise. Cette plus grande attention multiplie de fait la circulation de l'information. Enfin, la médiatisation des inondations et des incendies contribue à alerter et sensibiliser l'opinion publique<sup>54</sup>.

Une série de reportages photos couvre ainsi les bidonvilles dans un temps relativement restreint, et des mêmes lieux sont parfois arpentés par plusieurs photographes simultanément alors que la télévision, à partir de 1964, grâce au travail d'enquête de Jacques Krier, commence à s'intéresser au logement des travailleurs immigrés<sup>55</sup>. En 1966, des photos de Loïc Prat illustrent un article de l'Express sur le bidonville de La Campa à La Courneuve (il publie sur le même sujet dans la Vie Ouvrière), tandis que Bruno Barbey photographie le bidonville de Saint-Denis, dont les événements et la vie quotidienne ont été suivis, par ailleurs, par le photographe municipal Pierre Douzene<sup>56</sup>. Au début de l'année 1967, un sujet de l'émission de l'ORTF Panorama, consacré au bidonville de La Courneuve envahi par la boue, semble avoir eu, quant à lui, un retentissement important au sein de l'opinion. Si certains photographes de la presse communiste et syndicale (entre autres Georges Azenstarck et Gérard Bloncourt pour l'Humanité et La Vie ouvrière) ont, quelques temps auparavant, pris de nombreux clichés des bidonvilles, Guy Le Querrec et Claude Dityvon, s'efforçant de lier démarche d'auteur et journalisme, revendiquent l'influence d'un Cartier-Bresson plus que celle de la photographie militante ou humaniste<sup>57</sup>. Sans exagérer les différences entre photographes de la presse ouvrière et photographes indépendants, remarquons que les premiers tendront plus à montrer les bidonvilles comme incarnation de l'injustice sociale et les immigrés avant tout comme des travailleurs, alors que les seconds s'attacheront plus au quotidien, en tentant de construire des figures de la condition humaine<sup>58</sup>. Une esthétique des bidonvilles se dessine alors, où perce parfois une relative nostalgie pour des "paradis perdus" incarnés par le jeu des enfants et par des espaces incontrôlés - désormais

surplombés par des barres d'immeubles. Le Querrec évoque la force ou la vitalité d'une jeunesse évoluant dans des décors apocalyptiques (ruines fumantes et carcasses de voiture). Si Dityvon s'attache à montrer certains aspects pittoresques du bidonville de La Courneuve (tel un montreur d'ours et sa bête), son traitement artistique évite l'anecdote et, surtout, en s'attachant à décrire le quotidien et le jeu des enfants, il n'occulte pas la part de désarroi et de violence qui parfois les habite. Par cette politisation et cette interprétation esthétique, l'année 1967 apparaît comme une année déterminante dans l'histoire des bidonvilles et de leurs représentations<sup>59</sup>.

Les événements de 1968 provoquent une accélération de ces processus politiques et esthétiques. Le mouvement étudiant, né sur le campus de Nanterre, découvre le monde des bidonvilles voisins. Si la « fraternisation » étudiants / travailleurs immigrés fut très relative, Mai 1968 va fortement contribuer à faire émerger l'image du travailleur immigré représentant d'un « Tiers-monde exploité par la bourgeoisie et le patronat capitaliste »<sup>60</sup>. « Or, cette dimension tiers-mondiste se [trouve] « objectivement » confirmée en France par l'irréductible décalage des conditions de vie et de travail entre Français et étrangers »<sup>61</sup>. Cette image se propage notamment dans le milieu des groupuscules d'extrême gauche (souvent maoïstes) qui développe des actions spécifiques et sensibilise, surtout par voie de tracts, les travailleurs immigrés vivant aussi bien en bidonvilles que dans les foyers.

En octobre 1968, le ministre Albin Chalandon fait paraître un décret qui oblige tous les organismes d'HLM de la région parisienne à réserver 6,75 % des logements nouveaux aux familles issues de bidonvilles<sup>62</sup>. De même, les offices d'HLM doivent favoriser les échanges de logements et affecter un logement vacant sur deux à ces mêmes familles. Rapidement, de nombreux maires et présidents d'offices disent leur refus d'appliquer une directive aussi "impopulaire". Outre cette mauvaise volonté de nombreux élus et du mouvement HLM (alors que les communes riches de l'ouest parisien refusent souvent d'accueillir les classes populaires), la crise toujours vive du logement et la rareté des F6 pour familles nombreuses rend hasardeuse l'application d'un tel décret. En conséquence, les familles restent bien plus de deux ans en cité de transit ; conçues en préfabriqué, souvent démontables, ces cités se dégradent très vite et deviennent bientôt une nouvelle forme de taudis, également à résorber.

Au cours de cet automne 1968, un premier ensemble de baraques du bidonville du Franc-Moisin est détruit, afin de lancer le chantier de la cité. Les familles sont relogées dans une cité de transit construite à proximité, rue Leroy-des-Barres. Le Franc-Moisin est devenu en quelques mois l'un des plus importants bidonvilles de France, avec environ 4000 à 5000 habitants, désormais majoritairement portugais. A Saint-Ouen, après la découverte en juillet de 38 Africains entassés dans 4 pièces dans un garni clandestin rue de l'Hermet, le maire, Fernand Lefort, pose une question écrite au préfet sur l'exploitation des travailleurs immigrés. Agissant jusqu'à présent de façon isolée, les maires communistes de la banlieue parisienne se fédèrent pour échanger et bâtir une position commune à propos de la politique qu'ils mènent contre les bidonvilles. En octobre 1969, avec des élus de Paris, ils signent une lettre ouverte intitulée « pour la liquidation des bidonvilles Pour le relogement humain des travailleurs immigrés » dans laquelle ils dénoncent la politique d'immigration du gouvernement et du patronat et l'inefficacité du Plan Debré. En 1972, ils réitéreront leur appel commun.

#### **Hiver 1970 : retour à Aubervilliers**

C'est également en 1969 que le cinéaste militant René Vautier, de retour d'Algérie, réalise *Les trois cousins*, court-métrage tragi-comique qui dénonce explicitement les drames de la misère dus aux conditions de logement. Après avoir acheté et bricolé un tuyau sur les puces de Montreuil, les trois cousins (dont l'un est interprété par l'acteur algérien Mohamed Zinet) périssent asphyxiés dans leur baraque de chantier. Or, le 31 décembre de la même année, un incident similaire se produit au sein d'un « foyer » 27, rue des Postes à Aubervilliers, durant lequel quatre Sénégalais et un Mauritanien meurent étouffés. Si ce genre de drame ponctue régulièrement la vie des bidonvilles et taudis, cet incendie de la nuit de la Saint-Sylvestre va connaître un fort retentissement. Il est effet directement évoqué dans deux documentaires, alors que plusieurs photographes captent les suites immédiates du drame. Pour l'équipe de la coopérative cinématographique Scopcolor, Marcel Trillat, journaliste de l'ORTF licencié en 1968, et Frédéric Variot, opérateur, filment les réactions diverses de la foule à Aubervilliers<sup>63</sup>. Cette séquence, en cinéma direct, constitue la scène centrale d'*Etranges Etrangers* et elle fait suite, à deux séquences entièrement consacrées au bidonville du Chemin du halage d'Aubervilliers et à celui du Franc-Moisin à Saint-Denis. Dans *Immigrés en France*, le logement, réalisé par le collectif de cinéastes communistes Dynadia (avec le soutien du secteur « main d'œuvre immigrée » du PCF) et dirigé par le cinéaste Robert Bozzi, une des séquences finales du film est aussi consacrée à la levée des corps des cinq travailleurs d'Aubervilliers.

Le drame d'Aubervilliers connaît des suites politiques, à l'extrême gauche, par des actions spectaculaires comme le jet de peinture rouge sur le siège du CNPF, la dénonciation par Jean-Paul Sartre du sort réservé aux travailleurs étrangers, et la visite du Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas dans la commune le 12 février 1970. Après être descendu au sein d'une cave surpeuplée découverte par le docteur Buisson et évoquée par Marcel Trillat dans *Etranges Etrangers*, le Premier ministre s'engage publiquement à résorber les bidonvilles de la région parisienne en deux ans : « dès maintenant, je fais prendre toutes les mesures nécessaires de tous ordres, pour qu'on augmente la cadence cette année afin d'en finir dans le courant de 1972 avec les bidonvilles ». Par la suite, Jacques Chaban-Delmas se souvient avoir mis lui-même le feu à des bidonvilles afin de symboliser leur disparition définitive<sup>64</sup>. Sans doute se situe-t-on ici au paroxysme de l'imbrication entre médiatisation, mobilisations politiques et décisions gouvernementales. Notons encore que le PCF, ébranlé en 1968 dans sa propagande et son action par les extrêmes gauches, semble en 1970 avoir constitué une nouvelle capacité de mobilisation politique et médiatique.

#### **En Seine-Saint-Denis, la fin des bidonvilles ?**

Sujet politique à part entière, en passe de devenir un objet esthétique, le bidonville reste en tout cas au début des années 1970, un lieu de reportages photographiques, particulièrement en Seine-Saint-Denis. Ainsi, quand Henri-Cartier Bresson photographie à Aubervilliers, à quarante années de distance, en 1932 et en 1971, "l'enfant casquette" et, d'autre part, un homme, silhouette noire et chapeauté, traversant le paysage d'un bidonville en hiver, on repère autant les constantes et les évolutions d'un style que les changements de l'environnement urbain. Si l'isolement de l'individu - mais non la solitude - nous paraît comme une construction artistique fort éloignée de la réalité de l'habitat précaire (au contraire caractérisé par la promiscuité), surgissent cependant entre ces deux photos des vérités documentaires essentielles : entre cette zone et ce bidonville, entre ces baraques et ces baraquements, les conditions de logement semblent encore s'être dégradées. Au Chemin du halage, en 1971, non seulement le mince espace privatif extérieur a totalement disparu mais aussi les rideaux et les fenêtres... De même, Robert Doisneau revient à Saint-Denis, également en 1971, dans une optique radicalement différente et saisit, de manière verticale et lointaine, la topographie du bidonville du Franc-Moisin, immense assemblage de cabanes informes étendues au pied des impressionnants et nouveaux immeubles verticaux, les 4000 de La Courneuve. Tout pittoresque, comme toute présence humaine a disparu de cette composition très contrastée. Le quotidien des habitants du bidonville est quant à lui observé de manière précise, quasiment ethnographique, lors d'un long reportage couleur de Carlos Santos pour l'agence Rapho.

Tandis que les bidonvilles sont en passe de disparaître, leur image se répand dans la presse et l'expression même, qui a mis plusieurs décennies à s'imposer, semble triompher. On passe ainsi d'une invisibilité des bidonvilles à leur grande médiatisation. L'expression fait désormais florès, alors que certains sociologues et journalistes nomment déjà "bidonvilles verticaux", les nouvelles barres de HLM et que certains regrettent déjà la disparition de certaines solidarités et du mode de vie communautaire<sup>65</sup>. Cependant, il faudra d'autres drames et de nombreux mois, pour que cette éradication soit définitive en Seine-Saint-Denis.

Ainsi, alors que le projet de loi pour la résorption de l'habitat insalubre est discuté au Parlement, un incendie se propage dans le bidonville du Franc-Moisin dans la nuit du 14 au 15 juin 1970 et prive 626 personnes d'abri. Cette situation

alarmante déclenche un important mouvement de solidarité à Saint-Denis et alentour<sup>66</sup>. La loi dite loi Vivien, est votée le 10 juillet 1970. Elle tend à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, notamment par l'introduction d'une nouvelle procédure de déclaration d'insalubrité. Prenant en compte la multiplication des taudis suite à la résorption de nombreux bidonvilles, la loi Vivien définit ainsi l'habitat insalubre : « Locaux et installations utilisés aux fins d'habitations mais impropres à cet objet pour des raisons d'hygiène, de salubrité ou de sécurité et situés à l'intérieur d'un périmètre ».

Sur le plan départemental, l'action menée par la Préfecture de la Seine-Saint-Denis est de plus en plus efficace. Elle est désormais en mesure de suivre au cas par cas la résorption mais aussi l'apparition de bidonvilles, commune par commune. La Seine-Saint-Denis a alors le « triste privilège d'être le plus « bidonvillisé », très loin devant les Yvelines « en deuxième position », selon la Préfecture. De nouveaux bidonvilles sont notamment apparus à Livry-Gargan, Neuilly-Plaisance et Noisy-le-Sec au cours de l'année 1969<sup>67</sup>. La Seine-Saint-Denis reste un « des départements français qui compte la plus forte population vivant en bidonvilles et taudis mais le centre de gravité s'est déplacé des bidonvilles vers les taudis », indique Camille Rohou, énarque qui réalise son stage à la Préfecture en 1970<sup>68</sup>. « Au cours de l'année 1970, 31 opérations de résorption de bidonvilles [sont effectuées], 14 îlots insalubres [sont] résorbés à La Courneuve, Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen, Gagny, Romainville, Livry-Gargan, Villetaneuse, 974 isolés [sont] évacués dont 672 relogés, 250 familles [sont] relogées (dont 101 des sinistrés de Saint-Denis et Montreuil) et 29 autres ponctuellement soit 279 familles relogées »<sup>69</sup>. Cependant en septembre 1971, le Préfet de Seine-Saint-Denis dénombre encore 86 bidonvilles dans le département dont la Campa et Château de France et le Franc-Moisin compte encore 675 familles<sup>70</sup>. Un mois plus tard, les 260 premiers locataires de la nouvelle cité du Franc-Moisin prennent possession de leurs logements. Mais le bidonville n'est pas pour autant totalement résorbé et cette opération « tiroir » s'avère complexe. Par contre, le bidonville du Chemin du halage à Aubervilliers, celui de la rue du Landy et du Chemin du Cornillon à Saint-Denis disparaissent au cours de l'année 1972.

En janvier 1974, la cité du Franc-Moisin est officiellement inaugurée et les derniers bidonvilles de Seine-Saint-Denis sont considérés comme résorbés. Le 3 juillet 1974, le gouvernement de Jacques Chirac suspend provisoirement l'immigration économique et familiale, lors du conseil des ministres. Brutale et finalement durable, cette décision participe cependant à l'extinction des bidonvilles et permet leur résorption totale au niveau national. Pour autant, le problème du logement ne disparaît pas pour les travailleurs immigrés, qu'ils soient en famille ou célibataires. Très dégradées, les cités de transit ne sont résorbées qu'au début des années quatre-vingt. Moins visible, plus banal, presque "normal", l'habitat insalubre, moins menacé par une rénovation urbaine contestée, perdure. L'hôtel meublé et le taudis redeviennent l'habitat principal des étrangers pauvres et leurs familles. Comme le titre Témoignage Chrétien, à propos de la résorption en cours du Franc-Moisin, « les pauvres entrent dans la clandestinité »<sup>71</sup>. C'est peut-être là le paradoxe concernant les bidonvilles. Longtemps invisibles puis progressivement très présents dans les sphères politiques, médiatiques et artistiques, leur disparition fit un moment croire que la majorité des problèmes de logement était réglée, même pour les catégories les plus démunies, alors que l'on assistait à un reflux du politique. La re-émergence actuelle des bidonvilles et les drames récents, nous apportent la preuve du contraire.

Tanguy Perron (Périphérie, centre de production documentaire) et Benoît Pouvreau (Bureau du patrimoine, DCJS, Conseil général de la Seine-Saint-Denis)

Cet article fait suite aux premiers travaux du groupe de recherche sur les bidonvilles en Seine-Saint-Denis composé, en plus des deux auteurs, par Myriam Gonçalves (Institut d'histoire sociale de la CGT), Anne Gondolo (Bureau des arts visuels et du cinéma, DCJS, Conseil général de la Seine-Saint-Denis), Evelyne Lohr (Bureau du patrimoine, DCJS, Conseil général de la Seine-Saint-Denis), Sylvie Zaidman (Direction des Services d'Archives, Conseil général de la Seine-Saint-Denis) et Joël Clesse (Direction des Services d'Archives, Conseil général de la Seine-Saint-Denis).  
Merci à Marie-Claude Blanc-Chaléard et à Sylvie Zaidman pour leurs suggestions et leurs lectures attentives.

### [Retour à la liste des Activités](#)

#### Notes

1 Ce travail s'appuie sur une recherche collective réunissant différentes missions développées par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et ses partenaires depuis quelques années (archives, photographie, cinéma et architecture). Initiée depuis plus d'un an, cette recherche n'est pas achevée et nous vous en présentons ici une première étape. Nous prévoyons de l'approfondir dans les deux années qui viennent avec une journée d'études puis une exposition.

2 Volovitch-Tavarès (Marie-Christine), Portugais à Champigny, le temps des baraques, Paris, éditions Autrement n° 86, 1995, 155 p. et Sayad (Abdelmalek), Dupuy (Eliane), Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles, Paris, éditions Autrement, 1995, 124 p. Enfin, les travaux du séminaire dirigé par Marie-Claude Blanc-Chaléard au sein de l'université Paris 1 nous ont également beaucoup apportés.

3 « En plus des grandes réunions publiques, réceptions, entretiens avec les personnalités arabes ou françaises les plus qualifiées, la délégation s'attacha tout particulièrement à visiter les quartiers arabes les plus misérables, villages nègres ou bidonvilles comme on les appelle en Algérie », (anonyme), Maurice Thorez en Algérie, film documentaire, N&B, 12 min, (1939), commentaire écrit et dit par E. Mignot.

4 Lucan, (Jacques), France architecture, 1940-2000, Paris, Le Moniteur, 2001, 375 p., pp.138-142.

5 Voici comment le Journal du Canton d'Aubervilliers, n° 1.053, du 5.11.1965, introduit l'article qui il publie en réaction aux reportages de France Soir d'octobre 1965 : « Autour de la Capitale pullulent depuis quelques années les bidonvilles que ne connaissaient auparavant que les seuls pays colonisés ou « sous-développés » ».

6 Lillo (Natacha), Espagnols en « banlieue rouge ». Histoire comparée des trois principales vagues migratoires à Saint-Denis et dans sa région au XXème siècle, IEP Paris, Thèse d'histoire, 2001, 871 p., 106 p. d'annexes.

7 Massignon (L.), Cartes de répartition des Kabyles dans la région parisienne, Paris, librairie orientaliste P. Geuthner, 1930, Viet (Vincent), La France immigrée - Construction d'une politique 1914-1997, Paris, Fayard, 1998, 550 p., Lillo (Natacha), Espagnols en « banlieue rouge »..., IEP Paris, Thèse d'histoire, 2001, 871 p., p. 621.

8 « Ces ruines ne sont pas les ruines toute neuves de la guerre, ce sont déjà d'anciennes ruines, des ruines banales, des simples ruines de la misère ouvrière [...] la guerre est venue une nouvelle fois ajouter ses ruines à celles du passé ».

9 Lillo (Natacha), Espagnols en « banlieue rouge »..., IEP Paris, Thèse d'histoire, 2001, 871 p., p. 597.

10 A Saint-Ouen, les dernières ordonnances d'expropriation des bâtisses de la zone sont rendues le 31.12.1945 (Collectif), Une histoire de la Seine-Saint-Denis au XXème siècle, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Archives départementales, 2005. Cohen (Jean-Louis), Lortie (André), Des fortifs au périf. Paris, les seuils de la ville, catalogue d'exposition (janvier – mai 1992), Paris, Pavillon de l'Arsenal / Picard, 1992, 320 p., pp. 225-230, 233-250.

11 Pour H. Cartier-Bresson, la banlieue ne relève pas uniquement de l'exotisme : sa famille, entrepreneurs en filature, s'est installée à Pantin dès les années 1860.

12 Au-delà même de génériques parfois communs, il y a bien une filiation entre Prix et profits (1931) et Tenerife d'Yves Allégret (1932), Las Hurdes de Luis Bun, el (1932), Misère au Borinage d'Henri Storck et Joris Ivens (1933), Goémons de Yannick Bellon (1948) et Aubervilliers.

13 Pour mieux se distinguer des gitans, le commentaire précise : « les gens qui habitent ces roulettes ne sont pas des nomades prêts à repartir sur les routes au hasard de leur fantaisie. Ce sont tout simplement des gens qui n'ont pas trouvé à loger ailleurs et qui vivent là en attendant ».

14 Aubervilliers, film de première partie, fut retiré des programmes des week-ends pour ne pas « heurter les familles ».

15 A.N. 538 A.P. et A. M.R.U. n°790663 article 2, Auzelle (Robert), Recherche sur l'habitat défectueux, Paris, V. Féral, 1949.

16 « L'habitat insalubre à Pantin », septembre 1953, base iconographique « Reconstruire la France », Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

17 Assemblée nationale, Journal Officiel, du 13.04.1951, p. 3258. Le ministre E. Claudius-Petit indique qu'à Pantin la situation est préoccupante ; pour renforcer son propos, il précise « on parle déjà de "bidon-ville" ». L'orthographe du mot choisie pour sa transcription par les services de l'Assemblée nationale est en soi intéressante.

18 A.N., 538 A.P.

19 Lillo (Natacha), Espagnols en « banlieue rouge »..., IEP Paris, Thèse d'histoire, 2001, 871 p., p. 621.

20 (Collectif), Une histoire de la Seine-Saint-Denis au XXème siècle, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Archives départementales, 2005.

21 Viet (Vincent), La France immigrée..., Paris, Fayard, 1998, 550 p., pp. 163-184.

22 AD, 348 W 22, plan des « logements économiques de première nécessité », MRL, P.E. Lambert architecte, 29.06.1954. Dotés de l'eau froide et de l'électricité, les cités d'urgence sont réalisées de façon très économique et s'avèrent peu solides et peu confortables. Souvent mal desservies, ces cités sont dressées sur des terrains non-aménagés. A bien des égards, elles préfigurent les cités de transit qui sont édifiées à partir de 1959.

23 « Nous sommes d'accord pour construire par tous les moyens y compris des logements d'urgence mais pour ces derniers on doit tenir

- compte des situations particulières de chaque commune ; il est certain que dans une cité comme Gennevilliers, où il y a un bidonville, une cité d'urgence serait une solution. Mais sur le terrain dont nous parlons, à mon avis ce serait contraire aux intérêts du département, de la commune, des mal-logés que de sacrifier des hectares de terrain pour construire 150 logements seulement. » CM de la ville de Pantin, 15.06.1954, cité par De Jesus Vaz (Céline), De la crise du logement au grand ensemble. Le quartier des Courtilières à Pantin-Bobigny, 1954-1966, Paris X, maîtrise d'histoire, 2002, p. 19. La cité d'urgence des Courtilières sera finalement édifiée. En août 1955, l'abbé Pierre inaugure celle de Pavillons-sous-Bois à La Poudrette et en 1956, la Ville de Paris fait construire la cité d'urgence de la Cerisaie à Stains.
- 24 Tonglet (Jean), « Le camp de Noisy ou l'inversion du regard », Revue Quart Monde, n° 187, août 2003. Chronique cinéma à propos du film de Jeanteur (Claire), Le camp de Noisy ou l'inversion du regard, 90 mn, 2001. En fait, C. Chaplin reverseait l'intégralité du prix de la Paix que l'URSS venait de lui attribuer pour son œuvre.
- 25 Jeanteur (Claire), Le camp de Noisy ou l'inversion du regard, 90 mn, 2001.
- 26 Darène (Robert), Les Chiffonniers d'Emmaüs, N&B, 1955.
- 27 Dewever (Jean), La crise du logement, N&B, 25 mn, 1956. Par la suite, J.-C. Lagneau réalise en 1964 un film de 25 minutes sur l'action de J. Wresinski et d'ATD, « Aide à la détresse » pour l'émission L'avenir est à vous, produite par l'ORTF.
- 28 Pour approfondir et systématiser cette démarche fondamentale de connaissance et la communiquer, le père Joseph Wresinski créa en 1961 le Bureau de Recherches Sociales, permettant aux travailleurs "du terrain" et aux universitaires de confronter leur compréhension de l'extrême pauvreté. Les travaux de deux colloques à l'UNESCO, puis une étude réalisée par le sociologue Jean Labbens (La condition sous-prolétarienne, édition Science et service, 1965) donnèrent lieu aux premières publications de l'association.
- 29 Bernardot (Marc), Une politique de logement : la Sonacotra (1956-1992), thèse de Sociologie, Paris I, octobre 1997, 485 p., pp. 28-48.
- 30 France-Soir choisit pour sous-titres : « A Nanterre : « Nous n'osons plus sortir le soir », disent les habitants des pavillons. A Argenteuil : Une cité du taudis dans les ruines du château de Mirabeau ».
- 31 Saraiva (Antonio), Les Portugais dans les bidonvilles du nord-est de la banlieue parisienne (1961-1973), Paris VIII, maîtrise d'histoire, 1995, 164 p., pp. 16-18.
- 32 « Enfin quelqu'un nous a signalé qu'il y avait un terrain à La Courneuve. [...] Quand nous sommes arrivés [...] Les femmes des gitans nous ont donné à manger du poulet et des pommes de terre. C'est comme ça que l'amitié a commencé. [...] Et nous nous sommes dit : ils sont gitans mais honnêtes. Et l'amitié continuait. 15 jours plus tard, ont commencé à venir d'autres Espagnols et chaque jour augmentait le groupe, jusqu'à ce que se soit formé un village », Diez (Ricardo), Un hombre de Castilla, Saint-Denis, dactylographié, non daté, conservé aux AD sous la cote 9 J 265 grâce aux recherches de N. Lillo.
- 33 Luntz (Edouard), ...Enfants des courants d'air, N&B, 24 mn, 1959.
- 34 Dans ...Enfants des courants d'air, E. Luntz désigne le bidonville comme majoritairement espagnol, alors que les taudis qu'il montre sont occupés par des familles algériennes. Sans doute pour susciter l'adhésion de tous les spectateurs, il a fait le choix de nommer son héros « Claude ».
- 35 Tsikounas (Myriam), « A l'écran, les bidonvilles », Girault (Jacques) (dir.), Ouvriers en banlieues 19ème / 20ème siècle, Paris, éditions ouvrières / éditions de l'Atelier, 1998, 448 p., pp. 262-280.
- 36 Viet (Vincent), La France immigrée ..., op. cit., pp. 190-198, p. 204.
- 37 Entretiens avec G. Pellennec des 24.06 et 24.09.1997 et 28.01 et 18.03.1998.
- 38 La population est sommée de « déguerpir dans les 24 h », in Igloos, n° 4, du 10.08.1961, se reporter également à Saraiva (Antonio), Les Portugais dans les bidonvilles du nord-est de la banlieue parisienne (1961-1973), Paris VIII, maîtrise d'histoire, 1995, 164 p., p. 14.
- 39 Selon le n° 18-19 d'Igloos, de septembre 1964, on compte environ 80 familles dont 57 reclassées en août 1961. Parmi ces personnes beaucoup, d'Espagnols, des Portugais, des Gitans et des Tsiganes, des Algériens célibataires et des couples mixtes Algériens / Françaises et des familles françaises.
- 40 A propos d'un reportage à La Courneuve et à Nanterre, L'Humanité du 6.07.1962 titre « Les bidonvilles ont fêté la liberté ».
- 41 Viet (Vincent), La France immigrée ..., op. cit., pp. 218-223, Bernardot (Marc), Une politique de logement : la Sonacotra..., op. cit., pp. 78-79. Maintenu mais réformée, la Sonacotra a désormais pour finalité de loger des travailleurs français et étrangers de toute nationalité, leur famille, et des étudiants.
- 42 Le Figaro du 25.02.1962, Le Monde des 26 et 27.05.1963, du 23 au 25.06.1964, La Croix des 10, 11 et 12.06.1964, L'Humanité, du 24 au 27.03.1964, 17.06.1964.
- 43 Dans ce n° du 3.06.1964 de la Vie Ouvrière, on relève, en terme de propagande, un bel équilibre entre le rédactionnel, la photographie et la mise en valeur des décisions de la CGT quant à la politique de l'immigration.
- 44 En juillet 1964, la réforme administrative de la région parisienne crée officiellement le département de la Seine-Saint-Denis. Mais, du point de vue des services préfectoraux ou proprement départementaux, la Seine-Saint-Denis n'est opérationnelle qu'au cours de l'année 1967.
- 45 Saraiva (Antonio), Les Portugais dans les bidonvilles du nord-est de la banlieue parisienne (1961-1973), Paris VIII, maîtrise d'histoire, 1995, 164 p., p. 72.
- 46 Igloos, n° 18-19, septembre 1964 et Franc (Robert), « Bidonvilles. Les bulldozers attaquent à l'aube », L'Express du 28.02.1966.
- 47 Collectif, Une histoire de la Seine-Saint-Denis au XXème siècle, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Archives départementales, 2005.
- 48 Merlin (Pierre), Choay (Françoise) (dir.), Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement, Paris, P.U.F., 2000, 902 p., p. 120.
- 49 Malgré des titres "accrocheurs" tels que « A Noisy-sur-Enfer les gosses font tous le même dessin : une maison », cette série d'articles de M. Josco ne cède pas trop au sensationnalisme et contribue à sensibiliser l'opinion, notamment sur l'action d'ATD. Paris-Match publie aussi sur le sujet.
- 50 Le journal communiste local rétorque en pointant les collusions entre France-Soir et le pouvoir gaulliste et détaille les dépenses de la municipalité vis-à-vis de la population du bidonville.
- 51 « « J'entrerais au paradis avec une couronne d'étrons » [...] pour la bonne ville de Paris, il ne saurait être question du paradis, bien sûr, mais on se demande si elle gardera jusqu'à la fin des temps sa boueuse et puante couronne de bidonvilles [...]. Il importe de savoir, à ce propos, que les Algériens sont présentement, en France, deux fois plus nombreux qu'en 1962 [...] résidant en France [ils] y vivent soit des allocations de chômage (quand ce ne sont pas des clandestins), soit aux dépens de leurs compatriotes », Rivarol du 31.03.1966.
- 52 Lallaoui (Mehdi), Du bidonville aux H.L.M., Paris, Syros, 1993, 135 p.
- 53 F. de La Gorce, militante d'ATD témoigne de cette nouvelle perception dans La Gorce (Francine de), La gaffe de Dieu, édition Science et Service, 1981, pp. 255-270 et David (Cédric), La résorption des bidonvilles de Saint-Denis. Un nouad dans l'histoire d'une ville et « ses » immigrés (de la fin des années 1950 à la fin des années 1970), Paris I, maîtrise d'histoire, 2002, 314 p., pp. 97-101.
- 54 Ainsi, Le Figaro du 13.01.1968 titre un de ses articles : « Faudra-t-il une catastrophe pour venir en aide aux habitants des bidonvilles ? ».
- 55 Ouvriers noirs en France (N&B, 24 mn, 1964), contient ainsi une forte séquence réalisée à la sauvette sur les taudis de la rue A. Walter à Saint-Denis. J. Krier précise alors en off, « cela s'appelle des foyers. Ce sont des caves, des taudis, des chambrées obscures. Les propriétaires, les gérants ne voulaient pas que l'on filme. Ils ne voulaient pas que l'on montre comment l'on gagne de l'argent avec de la misère ». Il existe une scène à peu près similaire à Aubervilliers dans Etranges étrangers.
- 56 Les photographes municipaux de la "banlieue rouge" ont joué un rôle important dans l'appréhension des bidonvilles. Les travaux pionniers de Abdelkader Belkhadja et de son épouse s'appuient ainsi sur les photographies de l'auteur et celles du photographe municipal de Gennevilliers, Belkhadja (A. et J.), Les africains du nord à Gennevilliers, Etudes sociales nord africaines, 1963).
- 57 Dityvon et Le Querec fondent ensuite, avec d'autres, l'agence Viva en 1972 qui produit un renouvellement dans le milieu du photo-journalisme. Dityvon collabore par ailleurs à la Vie Ouvrière. Bruno Barbey est, lui, repéré en 1968 par Magnum, il intègre alors l'agence coopérative créée notamment par Cartier-Bresson en 1947.
- 58 Arrivés tôt le matin, les photographes prennent des images des hommes partant au travail, en journée, ils croiseront plus facilement femmes et enfants, qui peuplent la majorité des photos de bidonvilles.
- 59 Dernier indice de ce changement : le prix Jean Vigo de l'année 1968 est attribué au film réalisé en 1967 par Christian de Chalonge, O Salto, consacré au passage clandestin des immigrés portugais. Ce premier long métrage de fiction - où la part documentaire à l'instar de ...Enfants des courants d'air est déterminante - s'achève par l'arrivée du personnage principal dans le bidonville de Champigny-sur-Marne.
- 60 Saraiva (Antonio), Les Portugais dans les bidonvilles du nord-est de la banlieue parisienne (1961-1973), Paris VIII, maîtrise d'histoire, 1995, 164 p., p. 81.
- 61 Viet (Vincent), La France immigrée..., op. cit., pp. 314-324.
- 62 Le 1er octobre 1968, Chalandon fait paraître un arrêté obligeant tous les organismes d'HLM de la région parisienne à reloger les familles issues de bidonvilles, à raison de 6,75 % des logements nouveaux mis en service, il rend également obligatoire les échanges de logements et la mise à disposition d'un logement vacant sur 2. Les Préfets de la région parisienne sont chargés de son application mais dès sa publication au Journal Officiel des municipalités ont déclaré publiquement qu'elles n'en feraient rien. De fait, cet arrêté fut peu appliqué.
- 63 Perron (Tanguy), « Etranges Etrangers ou le cinéma des bidonvilles comme patrimoine », Mémoires d'usines n°17, 2001, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.
- 64 Lallaoui (Mehdi), Denis (Agnès), Des bidonvilles aux HLM, 51mn, 1993.
- 65 Le documentaire de Dominique Dante, Lorette et les autres, chronique de l'exil (N&B, 42 mn, 1972) prend ainsi la défense d'une militante portugaise, Lorette Fonseca, menacée d'expulsion, et celle des habitants d'un bidonville proche de Massy qui refusent sa destruction. De fortes mobilisations des habitants du bidonville portugais, entre autres soutenus par les militants du PSU, eurent effectivement lieu contre les évacuations brutales.
- 66 Lillo (Natacha), Espagnols en « banlieue rouge »..., IEP Paris, Thèse d'histoire, 2001, 871 p., pp. 613-614. De 1967 à 1971, 6 incendies se déclenchent dans les différents bidonvilles de la commune. Cette année-là, la préfecture estime que le seul bidonville du Franc-Moisin compte près de 750 familles et plus de 450 personnes seules.
- 67 AD, Cabinet du Préfet, début de l'année 1971, cote 1801 W 437 et Cabinet du Préfet, 1801 W 432, printemps 1969.
- 68 Rohou (Camille), La résorption des taudis et bidonvilles en Seine-Saint-Denis, Rapport de stage ENA, septembre 1970. Il indique par ailleurs que la construction de la Préfecture résorbe de fait un bidonville.
- 69 AD, Cabinet du Préfet, début 1971, cote 1801 W 437.
- 70 AD, Cabinet du Préfet, 10.09.1971, cote 1801 W 437.
- 71 Témoignage Chrétien du 10.08.1972.

[Retour à la liste des Activités](#)

[Haut de la page](#)

**Périphérie** Association loi 1901 soutenue par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis  
87 bis, rue de Paris 93100 Montreuil - Tél 01 41 50 01 93 / Fax 01 48 59 36 32 - e-mail [contact@peripherie.asso.fr](mailto:contact@peripherie.asso.fr) - [www.peripherie.asso.fr](http://www.peripherie.asso.fr)

Conception Tisit'